

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 13 janvier 2026

Nos réf. : SHM/JH/MT n° 26 - 3

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANDRA

Centre de stockage TFA MORVILLIERS

10500 MORVILLIERS

Code AIOT : 0005702708

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 octobre 2025 dans l'établissement ANDRA implanté Centre de stockage TFA MORVILLIERS - 10500 MORVILLIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite du dépôt de la demande d'autorisation du projet d'augmentation de capacité du CIRES (ACACI), un arrêté préfectoral complémentaire a été délivré le 12 juillet 2024, actant la modification de l'installation et fixant de nouvelles prescriptions d'exploitation.

Plusieurs autorisations intégrées à cette procédure (défrichement, dérogation « espèces protégées » et zones humides) ont notamment nécessité la mise en œuvre de mesures relevant de la séquence éviter-réduire-compenser (ERC). La présente visite a pour objet de vérifier la conformité de l'installation au regard de ces nouvelles prescriptions, et en particulier la bonne mise en œuvre de la séquence ERC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANDRA
- Centre de stockage TFA MORVILLIERS - 10500 MORVILLIERS
- Code AIOT : 0005702708
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) exploite depuis 2003 une installation de stockage de déchets radioactifs de très faible activité (TFA) sur le territoire des communes de MORVILLIERS et LA CHAISE.

Depuis janvier 2016, l'ANDRA est également autorisée à effectuer au CIRES des activités de tri et de traitement de déchets radioactifs issus de filières non électronucléaires. Pour cela, une extension au bâtiment de regroupement a été réalisée.

Depuis juillet 2024, la capacité de stockage du site a été augmentée (950 000m³) afin de répondre aux besoins en matière de traitement de déchets TFA sur le territoire français.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Mesures de compensation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 13/07/2024, article 8.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	LIMITES DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 20/01/2016, article 1.3	Sans objet
2	LIMITES DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 20/01/2016, article 1.3.1	Sans objet
3	LIMITES DE L'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 1.3.2.1	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/01/2016, article 1.4.2	Sans objet
5	Mesures de compensation zone humide	Arrêté Préfectoral du 12/07/2024, article 3.4.1	Sans objet
7	Mesures de compensation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 13/07/2024, article 8.3.2	Sans objet
8	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2024, article 9.1.3	Sans objet
9	Mesures d'accompagnement	AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Mesure de réduction - Curage du bassin d'orage	AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.2.8	Sans objet
11	Mesure de réduction - Abattage des arbres	AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du CIRES est réalisée conformément à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que le projet ACACI est mis en œuvre en conformité avec le dossier de demande d'autorisation déposé en 2024. Les engagements pris en matière de préservation de l'environnement, notamment au titre de la séquence éviter-réduire-compenser (ERC), sont respectés et mis en œuvre de manière rigoureuse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : LIMITES DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2016, article 1.3
Thème(s) : Autre, Limitation de l'activité radiologique totale des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'activité radiologique totale des déchets présents à tout moment sur le Centre doit rester inférieure à la valeur du coefficient Q définie par l'article R. 593-2 du code de l'environnement : $Q_{INB} = 109$.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès que la valeur du facteur Q_{INB} atteint 2/3 de la valeur limite soit 6,7108.</p> <p>L'exploitant doit accompagner cette information des projections sur les flux de déchets permettant de justifier le respect du classement ICPE.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées son outil de suivi des indicateurs à suivre en application du présent arrêté.</p> <p>S'agissant du coefficient Q_{INB}, au 27 octobre 2025, l'activité radiologique totale des déchets présents sur le centre représentait 14% du seuil prescrit par l'article R.593-2 du code de l'environnement, soit 1.4×10^{-8}.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : LIMITES DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2016, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, limites applicables au stockage de déchets tfa
Prescription contrôlée : Concernant le stockage, l'exploitant est autorisé à accueillir au plus 50 000 t par an de déchets. La capacité de stockage autorisée est fixée à 950 000 m ³ de déchets. L'exploitant s'assure du respect de cette limite au travers d'une comptabilité du volume des colis stockés en alvéoles. Pour les déchets livrés en bennes et directement stockés en vrac en alvéoles, le volume pris en compte est le volume de déchets contenu dans chaque benne.
Constats : Au jour de la présente visite, un volume de près de 14000 tonnes de déchets avaient été reçus au cours de l'année sur le site, ce qui est inférieur au seuil annuel prescrit. Concernant le stockage total de déchet, la capacité a été modifiée suite à l'autorisation du projet ACACI. Au jour de la visite, un volume de 499 091m ³ de déchets était présent sur site, ce qui est également inférieur au seuil fixé par la présente prescription. Le respect du seuil est assuré par une procédure préalable d'acceptation du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : LIMITES DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2016, article 1.3.2.1
Thème(s) : Autre, Limitation de l'activité radiologique des déchets stockés
Prescription contrôlée : L'activité radiologique des déchets stockés au CIREs est limitée. Les indices radiologiques d'acceptation en capacité (IRAC) définis ci-après doivent être inférieurs ou égaux à 1 simultanément [...]
Constats : Suite à l'autorisation du projet ACACI, l'exploitant a adapté son processus et ses outils afin d'assurer le respect des indices IRAC. Lors de la présente visite a notamment été présenté les lignes de codes justifiant de l'intégration du calcul de l'indice IRAC dans la procédure d'acceptation des éléments sur site. S'agissant des valeurs, les valeurs présentés le jour de la visite étaient inférieurs à 1. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2016, article 1.4.2
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières durant la période d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour une quantité annuelle maximale de 50 000 tonnes de déchets, le montant des garanties financières est évalué à 2 211 345 €. Elles sont constituées à partir du 1er janvier 2025 et réactualisées conformément au présent arrêté.
Constats : Le montant des garanties financières à constituer a évolué suite à l'autorisation du projet ACACI. Ainsi, par courrier du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis l'acte de caution demandé. Cet acte, valide du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2029, mentionne un montant exact prescrit au présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de compensation zone humide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2024, article 3.4.1
Thème(s) : Autre, Mesure de compensation : restauration de zones humides
Prescription contrôlée : Afin de compenser la perte des fonctionnalités de la zone humide impactée par l'aménagement de la zone de dépôt des terres située au nord-ouest du site, l'exploitant réalise la restauration de 19,8 ha de zone humide dégradée située sur les parcelles dites du « Pré au lard » (parcelles ZD0001, ZD0019 et 0B0002) et les parcelles dites de la « peupleraie » (parcelles 0B0003 et 0B0004), situées sur le territoire de la commune de CRESPIY-LE- NEUF (10), à 3,5 km au nord-ouest du Cires qui ont été sélectionnées (Cf. Annexe 4). La restauration finale est réalisée selon le plan présenté en annexe 5 du présent arrêté, conformément au dossier de demande d'autorisation. Elle comprend : Sur le secteur du « pré au lard » : Le rebouchage du fossé, afin de supprimer son effet drainant, rehausser le niveau de la nappe et ainsi favoriser la mise en place de milieux hygrophiles, La conversion des milieux très artificialisés (culture et prairie artificielle) en milieux plus naturels, avec la mise en place de : 3,1 ha de prairie humide (dans la partie nord, plus basse d'un point de vue topographique, et suite au rebouchage du fossé) ; 8,5 ha de prairie mésophile sur les secteurs plus hauts d'un point de vue topographique ;

0,6 ha de haies et 2,1 ha de jeune boisement sur les pourtours du site, ainsi que 1,3 ha de fourrés afin de diversifier les habitats.

Sur le secteur de la « peupleraie » :

La conversion des secteurs de peupleraie hygrophile en milieux ouverts humides, avec la mise en place de :

2,4 ha de cariçaie sur les secteurs topographiques les moins élevés ;

1,1 ha de prairie humide sur le secteur sud-est, plus élevé d'un point de vue topographique ;

la conversion du secteur de peupleraie mésophile en boisement plus naturel sur 0,6 ha.

L'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires afin de maintenir l'intégrité de cette compensation durant 50 ans à compter de la fin des travaux de restauration.

Article 3.4.1.1 - Suivi de la mesure de compensation "restauration de zones humides"

L'exploitant fait réaliser un suivi périodique de la mesure de compensation énoncée à l'article 3.4.1. Ce suivi doit permettre de rendre compte de l'évolution des habitats et des fonctions hydrologiques, biogéochimiques et écologiques des zones humides restaurées.

Il comprend :

- des relevés d'habitats pour les années n+1, n+3, n+5, n+10 jusqu'à 50 ans;
- une évaluation des fonctions des zones humides pour les années n+3, n+5, n+10, puis tous les 10 ans jusqu'à 50 ans, via la méthode nationale, afin de rendre compte de l'efficacité de la compensation sur les fonctions hydrologiques, biogéochimiques, et d'accomplissement du cycle biologique des espèces.

Constats :

L'exploitant a présenté le calendrier de mise en œuvre des mesures de compensation prévues par l'arrêté préfectoral.

Les travaux de restauration des zones humides, portant sur une surface totale de 19,8 ha, ont été réalisés entre le 27 juillet 2024 et le 16 mai 2025, conformément aux dispositions de l'arrêté.

Un rapport de synthèse a été transmis à l'inspection. Ce document comporte les éléments justificatifs (devis, bons de livraison...) attestant de la réalisation des travaux. L'inspection des installations classées s'est par ailleurs rendue sur les sites concernés afin de constater la mise en œuvre effective de la mesure de compensation.

Les modalités d'entretien et de suivi de la mesure, notamment prévues à l'article 3.4.1.1, sont précisées dans le rapport transmis. L'exploitant y mentionne son engagement à respecter le suivi périodique des habitats et des fonctions des zones humides selon les échéances prescrites.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de compensation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2024, article 8.3.1
Thème(s) : Autre, Création d'îlots de sénescence
Prescription contrôlée : <p>Avant la phase de défrichement, l'exploitant crée des îlots de sénescence favorables aux espèces identifiées à l'article 8.1.2.1. au sein des boisements situés sur les parcelles suivantes :</p> <p>Les unités de gestions n° 1, 2, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2 pour une superficie totale de 10,5 ha autour du Cires ; L'unité de gestion n°1 et 1,42 ha sur l'unité de gestion n°2, pour une superficie totale de 10,95 ha dans le Bois des Grès.</p> <p>Les parcelles énoncées précédemment sont représentées en annexe 8.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin de maintenir l'intégrité de ces îlots pour une durée de 99 ans. Au sein des îlots de sénescence, toute exploitation forestière est proscrite. Les arbres dépérissant et le bois mort, sur pied ou au sol, sont maintenus en place</p> <p>Article 8.3.1.1 - Suivi périodique de la mesure de compensation « Création d'îlots de sénescence »</p> <p>Avant la phase de défrichement, l'exploitant réalise un état de référence en 2024 permettant de rendre compte de l'indice de Biodiversité Potentielle (IBP) et de la surface terrière des parcelles, sur les parcelles énoncées à l'article 8.3.1.</p> <p>L'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none">un suivi forestier via la mesure de l'IBP et la surface terrière des parcelles ;un suivi de l'activité de l'avifaune et des chiroptères par point d'écoute. <p>Ces suivis sont reconduits à l'année n+3, n+5, n+10, n+20, puis tous les 10 ans jusqu'à 99 ans. Chaque suivi fera l'objet d'un rapport qui sera remis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces suivis devront permettre de rendre compte de l'efficacité de la mesure de compensation énoncée à l'article 8.3.1 ci-dessus et proposer des mesures correctives en cas d'insuffisance de ladite mesure pour garantir le maintien dans un bon état conservatoire les espèces d'oiseaux et chiroptères mentionnées à l'article 8.1.2.</p>
Constats : <p>L'inspection s'est rendue à proximité des îlots de sénescence situés autour du CIRES. Les parcelles concernées sont conformes aux prescriptions de l'arrêté et aucune exploitation forestière n'y a été constatée.</p> <p>Un rapport a été transmis à l'inspection. Celui-ci atteste de la réalisation de l'état de référence en 2024, incluant des relevés de l'Indice de Biodiversité Potentielle (IBP) et de la surface terrière.</p> <p>Par sondage l'inspection a vérifié les conclusions du rapport sur les parcelles attenantes au CIRES. Les relevés IBP ont été réalisés les 24 novembre et 10 décembre 2024 sur les six parcelles forestières autour du CIRES et permettent de disposer d'un état initial du peuplement forestier, caractérisé par une capacité d'accueil de la biodiversité globalement moyenne, avec une diversité d'essences satisfaisante mais une structure forestière peu diversifiée.</p>

En revanche, le suivi de l'activité de l'avifaune et des chiroptères par points d'écoute, prévu par l'article 8.3.1.1, n'a pas été transmis à ce stade et devra être communiqué à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Mesures de compensation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2024, article 8.3.2
Thème(s) : Autre, Création d'amorces de cavités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un repérage des arbres ayant une circonférence suffisamment importante (diamètre 55-60cm au minimum) pour permettre la réalisation d'entailles, encoches et cavités, favorables aux chiroptères arboricoles sans faire périr les arbres.</p> <p>L'exploitant identifie au minimum 29 arbres au sein des parcelles boisées attenantes au Cires, correspondantes aux unités de gestions n°1, 2, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2 pour une superficie totale de 10,5 ha. Entre le 1er septembre et le 31 octobre, l'exploitant procède à la création d'amorces de cavités par des élagueurs-grimpeurs sur les arbres identifiés au préalable.</p> <p><i>Article 8.3.2.1 - Suivi de la mesure de compensation « Création d'amorces de cavités »</i></p> <p>À raison de deux passages sur les arbres aménagés (un passage en période hivernale et un passage en période de reproduction), identifiés selon les dispositions de l'article 8.3.2 du présent arrêté, l'exploitant réalise un contrôle des cavités aménagées afin de caractériser l'occupation des cavités par la faune vertébrée et l'indice de fréquentation par les chiroptères.</p> <p>Ces suivis sont reconduits à l'année n+1, n+3, n+5, n+10, n+20, puis tous les 10 ans jusqu'à 99 ans. Chaque suivi fera l'objet d'un rapport qui sera remis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces suivis devront permettre de rendre compte de l'efficacité de la mesure de compensation énoncée à l'article 8.3.2 et proposer des mesures correctives en cas d'insuffisance de ladite mesure pour garantir le maintien dans un bon état conservatoire les espèces d'oiseaux et chiroptères mentionnées à l'article 8.12.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé au repérage et à la sélection de 32 arbres présentant des diamètres compatibles avec la création d'amorces de cavités, au sein des parcelles boisées attenantes au CIREs mentionnées par la prescription.</p> <p>La création des amorces de cavités a été réalisée par des élagueurs-grimpeurs, lors d'interventions menées en novembre 2024 et janvier 2025. Un rapport a été transmis à l'inspection, comprenant des photographies des aménagements réalisés ainsi que la localisation géographique des arbres concernés.</p> <p>La mise en œuvre de la mesure est conforme aux dispositions de l'arrêté. Les rapports de suivi, prévus à l'article 8.3.2.1, devront être transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de chaque campagne de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2024, article 9.1.3
Thème(s) : Autre, Compensation
Prescription contrôlée : La présente autorisation de défrichement est subordonnée à la réalisation de travaux d'amélioration sylvicole dans la forêt de MORVILLIERS pour un montant hors taxe de 145 535 € (Cf. Annexe 11).
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection des installations classées a constaté la réalisation du défrichement sur les parcelles mentionnées à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral susmentionné. Des factures présentées par l'exploitant attestent du respect du montant minimal requis pour les travaux d'amélioration sylvicole prévus en compensation dudit défrichement. Le rapport final de défrichement étant en cours de finalisation, il devra être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures d'accompagnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.4.2
Thème(s) : Autre, Création d'une mare et clairière forestière
Prescription contrôlée : Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant entreprend la réalisation d'une mare et clairière forestière au sein de la parcelle 1 du Bois des Grès représentée en annexe 9. <i>Article 8.4.2.1 - création d'une zone de clairière</i> Au préalable de la réalisation de la mare et afin de créer une zone de clairières et permettre l'arrivée de la lumière dans la mare, la végétation arbustive et arborescente présente jusqu'à 6 mètres autour de l'emplacement de la mare est supprimée par une coupe et un débroussaillage manuel. <i>Article 8.4.2.2 - caractéristiques de la mare</i> La mare a les caractéristiques suivantes : une superficie de l'ordre de 100m ² à 300 m ² ; une profondeur comprise entre 1 et 2,5m au plus profond par rapport au terrain naturel ; les contours sont sinueux afin d'augmenter la surface de contact entre les milieux aquatiques et terrestres et favoriser la diversité biologique ; les pentes sont douces, comprises entre 10/1 et 3/1.

Article 8.4.2.3 - végétalisation et entretien de la mare

Afin d'amorcer la dynamique de végétation de la mare, la végétalisation est faite par transplantation d'hélophytes issus des sites aux alentours.

Tous les 5 ans, l'exploitant entretient les formations hélophytiques en coupant à la débroussailleuse mécanique la végétation au maximum sur 1/3 de la mare.

En cas de développement de la végétation ligneuse, les individus sont coupés et les souches arrachées afin de limiter leur développement et donc la fermeture de la mare.

L'exploitant réalise si nécessaire un curage partiel à la pelle mécanique de la mare afin de conserver une fonctionnalité hydraulique efficiente.

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport de travaux relatif à la création de la mare et de la clairière forestière prévues par l'arrêté préfectoral.

Les travaux de création de la clairière ont été réalisés fin août 2024, conformément aux prescriptions, par suppression de la végétation autour de l'emplacement de la mare.

La mare a été créée début septembre 2024. Ses caractéristiques (surface, profondeur, profil des berges), sa végétalisation et son entretien sont conformes aux exigences de l'arrêté.

Une visite de contrôle réalisée par l'exploitant en novembre 2024 a permis de constater la bonne tenue en eau de la mare et la reprise de la végétation transplantée.

Les modalités d'entretien et de suivi écologique, notamment le suivi périodique des amphibiens, sont prévues par l'exploitant et mentionnées dans le rapport transmis.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesure de réduction - Curage du bassin d'orage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.2.8

Thème(s) : Autre, Pêche de sauvegarde

Prescription contrôlée :

Hors période de reproduction des amphibiens, en automne/hiver préférentiellement, et avant les travaux de comblement du bassin de pré-décantation et avant le curage du bassin d'orage, l'exploitant réalise, en présence d'un écologue :

- [...]
- une pêche de sauvegarde des éventuelles larves d'insectes, et d'éventuels amphibiens au fond des bassins, afin de les transférer dans le bassin de pré-décantation végétalisé (au sud-est).

Constats :

Un rapport relatif à la pêche de sauvegarde prévue par la prescription a été transmis à l'inspection. Celui-ci indique que l'opération a été réalisée hors période de reproduction des amphibiens (entre août et octobre) et avant les travaux de comblement.

Au total, 2 936 individus ont été capturés, ce qui témoigne d'une forte attractivité du bassin pour les amphibiens. Un suivi au printemps 2025 est préconisé afin de vérifier la poursuite de la reproduction dans le bassin à la suite du curage. Le rapport de suivi devra être transmis à l'inspection des installations classées.

Le rapport fait également état de cas de mortalité d'amphibiens observés sur les bâches recouvrant les berges du bassin, notamment lors de fortes chaleurs. Néanmoins, des aménagements correctifs (type rampes en géotextile ou en matériau plastique résistant) sont proposés afin de limiter ces mortalités, en particulier pour les juvéniles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesure de réduction - Abattage des arbres

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2024, article 8.2.3

Thème(s) : Autre, Précaution lors de l'abattage d'arbres à cavités

Prescription contrôlée :

Avant les travaux de défrichement, l'exploitant identifie les arbres à cavités potentiellement favorables au gîte des espèces arboricoles de chiroptères, présents sur la zone à défricher. Ces arbres font l'objet d'une procédure d'abattage définie comme suivant :

- Une visite complémentaire est réalisée en présence d'un écologue en fin d'hiver afin de préciser et compléter l'identification des arbres potentiels ;
- Entre le 1^{er} et 30 septembre, il est mis en place un système anti-retour permettant aux individus de sortir mais de ne pas entrer dans la cavité pour un abattage ultérieur de l'arbre ;
- Les arbres identifiés comme gîtes sont démontés en présence d'un écologue selon un protocole permettant de déposer délicatement l'arbre, ou les parties de l'arbre contenant les cavités, au sol. Les arbres ou parties d'arbres ainsi démontés sont laissés au sol, cavités orientées vers le haut, pendant au moins une nuit avant leur enlèvement.

Constats :

Un rapport a été transmis à l'inspection à la suite de la visite. Celui-ci précise que plusieurs passages de terrain ont été réalisés en février et mars afin de procéder à la sélection des arbres à cavités potentiellement favorables aux chiroptères.

La pose de dispositifs anti-retour a été effectuée, conformément à la période prescrite. Les opérations d'abattage en rétention des arbres identifiés ont ensuite été réalisées en septembre, en présence d'un écologue, selon un protocole visant à limiter les impacts sur la faune. Les consignes d'abattage, annexées au rapport et suivant des préconisations de l'ONF, attestent de la prise en compte des enjeux de biodiversité lors des opérations. Aucune mortalité de chiroptères n'a été constatée. La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite